

L'an deux mille onze le douze janvier, le Conseil municipal de la Commune de CLUNY s'est réuni, en séance ordinaire, au lieu ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc DELPEUCH, Maire.

Etaient présents :

Jean-Luc DELPEUCH - Sophie CHARRIERE - Claude GRILLET - Jean-François CHAVY -
Frédérique MARBACH - Pascale DEL RABAL - Elisabeth LEMONON - Guy BELOT - Evelyne
DUFOUR-MILLET - Alain GAILLARD - Marie Hélène BOITIER - Pierre-Marie DUPARAY -
Michel TROUILLET - Paul GALLAND - Sylvie CHRETIEN - Landrada ROLLAND - Nicole
JANNET-PETIT - Christian SENE - Lucien ZAJDEL - François BREUIL - Patrick RAFFIN -
Anne-Marie LEOTY

Pouvoirs :

Colette XAVIER-ROLAI	à Jean-François CHAVY
Fernanda FERREIRA DA SILVA	à Frédérique MARBACH
Loïc PERROD	à Jean-Luc DELPEUCH
Claire BOUVROT-LARDY	à Anne-Marie LEOTY
Benoît KROELY	à Lucien ZAJDEL

Absent excusé:

Secrétaire de séance :
Claude GRILLET

ADMINISTRATION GENERALE : Contribution au débat public R.C.E.A.

Lors de la réunion publique du jeudi 2 décembre à Cluny, les documents versés au Débat public pour le projet d'accélération de la mise à 2X2 voies de la RCEA ne présentent pas un projet acceptable pour les populations du territoire du Clunisois. Les échanges du débat public n'ont pas apporté d'éléments rassurants et ont confirmé la fragilité juridique de ce projet porté par l'Etat.

Des points restent en suspens :

- 1-Alors que la solution à péage est injuste, inadaptée, déplace le problème de l'insécurité, les documents révèlent une absence d'alternative sérieuse et responsable de l'Etat dans le cas d'une solution sans péage. Nous souhaitons un projet réaliste qui prenne en compte les besoins des populations de notre territoire.
- 2-Les itinéraires de substitution envisagés et le système de péages ouverts aggraverait fortement la situation actuelle de l'usager du Clunisois pour se rendre gratuitement à Mâcon, comme en direction du haut Clunisois, source de rupture d'égalité sanctionnable par le Conseil d'Etat. Le code de la voirie routière impose de garder un axe qui permette, en cas d'autoroute payante, de se rendre gratuitement à Mâcon par exemple. Il est inenvisageable de revenir à la situation d'il y a vingt ans, alors que les flux routiers ont considérablement augmenté. Par ailleurs, rendre payant le trajet Montceau-les-Mines à Mâcon via Paray, générera une augmentation sensible du trafic de report sur la RD980 qui traverse notre communauté de communes. Quelles sont les solutions proposées par l'Etat face à l'augmentation des flux routiers générés sur les itinéraires transversaux de report ?
- 3-Les villages traversés par les itinéraires alternatifs présentent des aménagements incompatibles avec des flux routiers supérieurs qui seraient générés par l'instauration d'un péage, sachant que la création de la route express avait déjà pour objectif d'éviter ses itinéraires inadaptés. Le scénario à péage constituerait un lourd préjudice pour les populations et villages concernés : dangerosité sur ces itinéraires, déplacement de la question d'insécurité, nuisances aux riverains. De plus, la mise à niveau des itinéraires alternatifs aurait un coût important qui est occulté et ne peut pas ne pas être abordé dans ce débat. Quelle est la prise en compte de ces différents aspects dans le projet de mise en concession ?

Depuis le 16 août 2010, la Communauté de Communes du Clunisois est intégrée au périmètre du SCOT Sud Bourgogne arrêté par M le Préfet. Le scénario proposé en débat ne prend pas en compte les nouveaux enjeux en aménagement de l'espace de notre territoire et en besoins de déplacements des populations au sein de ce bassin de vie identifié et validé.

Avec une seule route nationale en Saône et Loire, l'Etat doit résorber son retard dans notre département sur cet axe Centre Europe Atlantique, et ne pas faire supporter à nouveau cette charge sur nos populations et nos collectivités. Des crédits européens doivent être mobilisés, le ministère doit revoir le refus du ministre Bussereau lors de sa visite à Paray d'utiliser l'éco-redevance.

Il est à déplorer qu'en terme « d'accélération », plutôt que de réaliser la mise en 2 x 2 voies gratuites comme prévue par l'enquête publique de 1997, l'Etat envisage une solution injuste qui prendra du temps, ne pourra aboutir juridiquement, pénalisera nos territoires tout en déplaçant les problèmes de sécurité. Il convient que la circulation gratuite au sein de nos territoires sur des itinéraires adaptés soient maintenue et non confisquée.

Au vu, des documents diffusés par l'Etat ainsi que par la tenue du débat organisé par la Commission particulière du débat public RCEA, il n'apparaît pas, bien au contraire, que les enjeux exposés puissent trouver des réponses à travers le passage à une concession avec péages de la RCEA.

Vu le rapport de la commission des affaires européennes de l'Assemblée Nationale sur la proposition de directive relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (Eurovignette).

(Bases légales: directive eurovignette de 1999, révisée en 2006 (2006/38/CE), transposée dans les lois Grenelle 1 et 2 et la loi de Finances pour 2009).

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- s'oppose fermement à la mise en concession autoroutière de la RCEA et revendique le maintien de la gratuité d'une route déjà payée par le contribuable,*
- exige la sécurisation de la RCEA par une mise en 2 x 2 voies, avec vitesse maximale autorisée de 110 km/h sur les tronçons restant à aménager,*
- demande impérativement à l'Etat d'appréhender tous les coûts générés par son scénario de mise en concession et de proposer une alternative raisonnée et financée pour sa seule route nationale dans le département, notamment par l'éco redevance en application de la directive eurovignette relative à la taxation des Poids Lourds.*

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le Maire,

Jean-Luc DELPEUCH

